



PRÉFET DE L'ISÈRE

Direction départementale des territoires
Service environnement

ARRETE n° 2013351-0033
modifiant l'arrêté préfectoral n° 84.717 du 10 février 1984
relatif à l'exploitation d'un aménagement hydroélectrique
au lieu-dit Revolleyre sur le ruisseau du Bruant
Commune de LE GUA

LE PREFET DE L'ISERE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

- VU** le Code de l'Energie et les articles L511-1 à L511-5 et L531-1 à L531-6 ;
- VU** le Code de l'Environnement, notamment les articles R. 214-71 à R. 214-84 relatifs à l'autorisation des ouvrages utilisant l'énergie hydraulique, et l'article R. 214-85 approuvant le modèle de règlement d'eau des entreprises autorisées à utiliser l'énergie hydraulique ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 84.717 du 10 février 1984, autorisant Monsieur Lazare Boglioli à disposer de l'énergie du cours d'eau du Bruant pour la mise en jeu d'une entreprise située sur la commune de LE GUA ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2013171-0039 du 20 juin 2013 portant répartition de compétence en matière de police de l'eau et des milieux aquatiques sur les cours d'eau du département de l'Isère ;
- VU** la pétition en date du 8 août 2013, par laquelle la Sarl Revolleyre présente de nouveaux éléments de nivellement relatifs à son aménagement implanté sur le ruisseau le Bruant à LE GUA, et demande la modification de la valeur de la puissance maximale brute mentionnée dans l'arrêté préfectoral initial d'autorisation n° 84.717 du 10 février 1984 ;
- VU** les pièces du dossier ;
- VU** l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 24 octobre 2013 ;
- VU** le courrier adressé au pétitionnaire, en date du 20 novembre 2013, sollicitant son avis sur le projet d'arrêté ;
- VU** la réponse du pétitionnaire en date du 05 décembre 2013 ;

CONSIDERANT que cet aménagement a été régulièrement autorisé au double titre de la législation sur l'énergie hydraulique et de la législation sur l'eau ;

CONSIDERANT que les valeurs de nivellement de la prise d'eau et de la restitution de cet aménagement récemment mesurées par un cabinet de géomètre agréé, modifient sensiblement la valeur de la puissance maximale brute de cet aménagement hydroélectrique ;

CONSIDERANT que les impacts du projet sont compatibles avec les objectifs de gestion équilibrée de la ressource en eau ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère,

ARRETE

ARTICLE 1

Il est donné acte à la Sarl REVOLLEYRE de sa déclaration en date du 28 août 2013 par laquelle elle a fait connaître qu'elle se substituait à Monsieur Lazare BOGLIOLI pour l'exploitation de l'aménagement hydroélectrique de Revolleyre autorisé par arrêté préfectoral n° 84-717 du 10 février 1984.

ARTICLE 2

Le deuxième alinéa de l'article premier de l'arrêté préfectoral n° 84.717 du 10 février 1984 est modifié comme suit :

la puissance maximale brute de l'entreprise est fixée à 188 kW

ARTICLE 3

L'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 84.717 du 10 février 1984 est modifié comme suit :

Les eaux seront dérivées au moyen d'une prise pratiquée à la cote 754,74 NGF. Elles seront restituées à la rivière à la cote 562,88 NGF.

La hauteur de chute brute sera de cent quatre vingt onze mètres et quatre vingt six centimètres (191,86 m)

ARTICLE 4

L'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 84.717 du 10 février 1984 est modifié comme suit :

niveau normal d'exploitation : 754,74 NGF

niveau des plus hautes eaux : 755,74 NGF

ARTICLE CINQ

L'article 5 de l'arrêté préfectoral n° 84.717 du 10 février 1984 est modifié comme suit :

la crête du déversoir sera arasée à la cote 754,74 NGF

ARTICLE 6

L'article 18 de l'arrêté préfectoral N°84.717 du 10 février 1984 est remplacé par les dispositions suivantes :

La demande tendant au renouvellement de la présente autorisation doit être présentée au Préfet cinq ans au moins avant la date d'expiration de celle-ci, conformément à l'article L.531-3 du code de l'Energie et à l'article R.214-82 du code de l'Environnement.

Si l'autorisation n'est pas renouvelée, le permissionnaire peut être tenu de rétablir à ses frais le libre écoulement des eaux, si le maintien de toute ou partie des ouvrages n'est pas d'intérêt général.

ARTICLE 7

L'ensemble des autres dispositions de l'arrêté préfectoral n° 84.717 du 10 février 1984 restent applicables.

ARTICLE 8 - Réserve des droits des tiers -

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 9 - Publication

Le présent arrêté sera publié au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Isère et sur le site internet de la Préfecture de l'Isère pendant un an.

Une copie de cet arrêté sera transmise en mairie de LE GUA pour affichage et consultation pendant un mois et à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Rhône-Alpes, service chargé de l'hydroélectricité.

Cet arrêté devra être affiché en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins du permissionnaire.

ARTICLE 10 - Délai de recours

Conformément aux dispositions de l'article R514-3-1 du Code de l'Environnement, la présente autorisation est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif de Grenoble :

↳ par le pétitionnaire dans un délai de deux mois suivant la date de notification de la décision,

↳ par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation ou de l'activité ou si la réalisation de l'ouvrage ou des travaux n'est pas intervenue dans les 6 mois après publication ou affichage, le délai de recours continue à courir pendant 6 mois à compter de cette mise en service ou de cette réalisation.

ARTICLE 11 - Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, le Maire de LE GUA, le Chef du Service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA) et le Directeur Départemental des Territoires de l'Isère sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au permissionnaire.

GRENOBLE, le 17 DEC. 2013

Pour le Préfet

*Pour le Préfet, par délégation
le Secrétaire Général*

Frédéric PERISSAT